

# BLOQUONS L'OTAN



**AUTOMNE 2024**

## Appel à manifester : L'OTAN, quatre lettres à abattre

Du 22 au 25 novembre, l'assemblée parlementaire de l'OTAN débarque à Montréal pour son cirque mortifère. D'une alliance militaire durant la guerre froide, l'OTAN est devenue aujourd'hui le bras armé des pays occidentaux, imposant ses politiques belliqueuses à travers le monde. Face à ces profiteurs de guerre, il est impératif de faire entendre notre voix et de combattre leur logique destructrice.

Quelques raisons de **prendre la rue** :

⚙ **Augmentation des budgets militaires** : Ce sommet survient alors que l'OTAN fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il augmente à 2% la part de son PIB consacrée aux forces armées, une augmentation de 50%. Ceci alors que le gouvernement canadien a déjà augmenté ses investissements militaires de 41% de 2014 à 2021. Cet argent devrait servir à l'éducation, la santé et le communautaire, pas à alimenter la machine de guerre impérialiste.

⚙ **Destructions au nom de l'impérialisme américain** : Les interventions de l'OTAN, de l'Afghanistan à la Libye, ne font qu'accroître la misère et la destruction, ce qui favorise la formation de groupes armés s'opposant au gouvernement mis en place pour préserver les intérêts états-uniens. Cette logique impérialiste maintient les peuples non occidentaux dans la pauvreté et la dépendance aux occidentaux.

⚙ **Complice du génocide palestinien** : Le soutien canadien à Israël, en partie dû à son statut d'allié non-membre de l'OTAN, contribue directement au massacre des Palestiniens-es. Ce soutien se manifeste non seulement par l'approvisionnement en armements, mais

aussi par un soutien indéfectible aux politiques colonisatrices d'Israël.

La paix ne se gagne pas à la pointe du fusil, mais en redistribuant les richesses. C'est en l'honneur de tous les peuples colonisés d'hier, d'aujourd'hui et de demain, d'ici et d'ailleurs, que nous appelons à votre courage et votre détermination pour prendre la rue avec nous !

Le 22 novembre, sortons massivement dans la rue pour faire entendre notre colère ! Unissons-nous pour rappeler aux États du monde entier que leurs mains resteront toujours salies du sang des exploités-es, peu importe qu'ils tentent de les dissimuler dans des gants de velours ou des sommets risibles !

**Ensemble, bloquons l'OTAN et affirmons notre refus du militarisme et du colonialisme !**



# CONTENU

## Appel à manifester : l'OTAN, quatre lettres à abattre

- + C'est quoi donc ça l'impérialisme? ..... page 1-2

## Qu'est-ce que l'OTAN?

- + Hard power et Soft power; 2 stratégies d'une OTAN terroriste..... page 3

## Bloquer l'impérialisme, c'est possible!

- + C'est où le Sud global? ..... page 4

## La Palestine face à l'Occident impérialiste

- + L'OTAN: une machine impérialiste à visage découvert depuis les années 1990 ..... page 5-6

## Pourquoi bloquer l'OTAN?

- + L'impérialisme canado-états-unien
- + Quelques notes sur la guerre en Ukraine ..... page 7-8

## GUERRE EN UKRAINE : LES EMPIRES SONT TOUJOURS LÀ..... page 9

## Strasbourg: OTAN de cendre, tout devient possible

- + Paciflics, qui sont donc ces parasites? ..... page 10

## C'est quoi donc ça l'IMPÉRIALISME ?

L'impérialisme réfère à un empire, qui étend son emprise sur des territoires externes par le biais d'une domination politique, économique ou militaire. Au départ, les empires Ottoman et Romain visaient l'annexion directe des territoires sous le contrôle du gouvernement central, comme le font aujourd'hui la Russie ou Israël. Toutefois, les empires américains et britanniques ont plutôt opté pour des stratégies de domination économique et politique, adossées à un pouvoir militaire potentiel ou réel. Alors que les conflits politiques se multiplient, les visées impérialistes aussi, au point où le mot « impérialisme » peut être rattaché aux politiques de tellement de pays qu'il pourrait être vu comme une composante intégrale des États. En effet, l'impérialisme est la résultante d'États produits et influencés par le grand capital, où les intérêts économiques demandent l'expansion vers des territoires plus riches en ressources, ou sur lesquels les protections environnementales sont plus faibles ou ayant des salaires plus faibles.



### Bloc Technique

Imprimé en 5000 copies par des travailleur·euses syndiqué·es à Tio'tia:ke (Montréal). Mis ensemble par des militant·es de la CLAC, du IWW, de l'ORA et Désinvestir pour la Palestine. Quand on dit travailleur·euses, on parle des travailleurs, des travailleuses et des personnes qui s'identifient pas à un genre ou sont non-binaires. Écrivez nous à otan@clac-montreal.net si vous voulez des copies. On écrit ça pour que le monde résistent enfin à leur oppresseurs, faites avec nos textes tout ce que vous jugez nécessaire pour qu'on mette fin au capitalisme: photocopiez, donnez, plagiez, mettez ça sur Internet ou envoyez par la poste à votre famille.



# Qu'est-ce que l'OTAN?



L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est une alliance militaire entre les 32 pays les plus riches du monde, qui visent à maintenir leur hégémonie. L'élément clef de la charte de l'OTAN est l'article 5, qui dit qu'une attaque contre un pays membre de l'OTAN doit être considérée comme une attaque contre tout les pays membres. Historiquement créée pour répondre à la guerre de Corée de 1950 à 1953, elle vise à maintenir les intérêts des pays capitalistes dans le contexte de la guerre froide. Or, alors que le bloc soviétique se meurt en 1989, l'OTAN se ravive en accordant le statut d'Allié majeur non membre entre autres aux États d'Israël et de la Corée du Sud. Elle s'arrange donc pour pouvoir intervenir dans les conflits internationaux afin de maintenir la domination des pays du nord global sur l'échiquier mondial. Ceci se fait par la défense de pays aux frontières des empires considérés menaçants aux intérêts des pays du Nord, comme la Russie ou la Corée du Nord.

Est-ce que l'OTAN agit donc de manière à empêcher les offensives militaires sur les États tiers, forçant les États impériaux à régler leurs conflits entre eux sans faire payer les populations



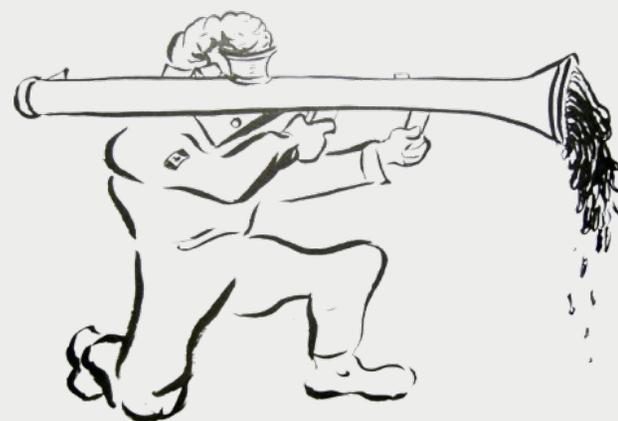
civiles de par le monde? C'est tout le contraire. Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN répond d'abord et avant tout aux intérêts des États-Unis, et a donc participé à l'occupation de l'Afghanistan, lors du conflit qui a débuté en 2001, ainsi qu'aux guerres en Iraq débutées en 1990 et en 2003. Dans deux de ces trois cas, il s'agissait de mission de soutien des gouvernements mis en place par les États-Unis, soit après le remplacement de Saddam Hussein en 2003 et après le remplacement de Mullah Omar en Afghanistan. Après des occupations de longue durée, les pays sont restés dans l'instabilité la plus complète, alors que la plupart des infrastructures civiles sont en ruine.

Les pays du G7 font tous partie de l'OTAN, à l'exception du Japon qui est un allié majeur non-membre. Plusieurs articles de la charte de l'OTAN font directement référence aux États-Unis, comme secrétaire du traité. Les structures décisionnelles de l'OTAN se sont développées avec les années, et ajoutent par exemple les assemblées parlementaires en 1950. C'est une assemblée parlementaire qui visite maintenant Montréal. Les assemblées parlementaires sont l'espace de débat plus large de l'OTAN et regroupe 274 délégués provenant des 32 pays-membres, plus quelques personnes observatrices. L'instance décisionnelle suprême reste le conseil de l'Atlantique nord, formé des 32 délégués, un par pays-membre.

Cette assemblée militaire agit sciemment pour promouvoir les intérêts de la domination des pays du nord global. Les décisions qui en émanent visent à maintenir les pays les plus pauvres dans leur misère, et que nous continuions à nous enrichir à leurs dépens. Bien plus qu'une ONU belliqueuse et nocive, elle signifie notre engagement à prendre la situation en main militairement si les États du sud global désirent se libérer des contraintes capitalistes.

## Hard power et Soft power; 2 stratégies d'une OTAN terroriste

L'OTAN exerce son influence à travers deux leviers de pouvoir: le hard power, soit des interventions militaires directes, comme les bombardements au Kosovo en 1999, et le soft power, une stratégie visant plutôt à influencer la politique étrangère à travers la diplomatie, les sanctions économiques ainsi que l'omniprésence culturelle de l'Occident. Toutefois, sous cette apparence diplomatique, l'OTAN reste une organisation coercitive, car son pouvoir repose toujours sur la menace implicite d'une intervention armée, largement soutenue par les ressources militaires infinies des États-Unis. Le soft power de l'OTAN, malgré son vernis diplomatique, est ainsi imprégné de la menace militaire. Bien que le peuple palestinien, qui subit les atrocités sionistes depuis plus de 75 ans, ait moralement et juridiquement droit de se défendre, toute tentative de résistance contre un allié clé de l'OTAN, comme Israël, est perçue comme une menace directe. Bien qu'elle n'intervienne pas directement, l'OTAN permet à l'entité sioniste de continuer ses actions grâce à l'appui tacite de l'Occident, notamment des États-Unis, principal pilier de l'Alliance. En tolérant systématiquement tout crime contre l'humanité que commettent les sionistes, l'OTAN exerce un fort pouvoir dissuasif à toute autre acteur qui se soulèverait contre les intérêts capitalistes occidentaux en offrant une démonstration en temps réel des forces répressives qui s'en suivrait, jusqu'à l'éradication totale d'un peuple. En maintenant son pouvoir à travers un tel régime de terreur, l'OTAN est elle-même une organisation terroriste.



CHAIR À CANON POUR CROCS À PHYNANCE

# BLOQUER L'IMPÉRIALISME, C'EST POSSIBLE !

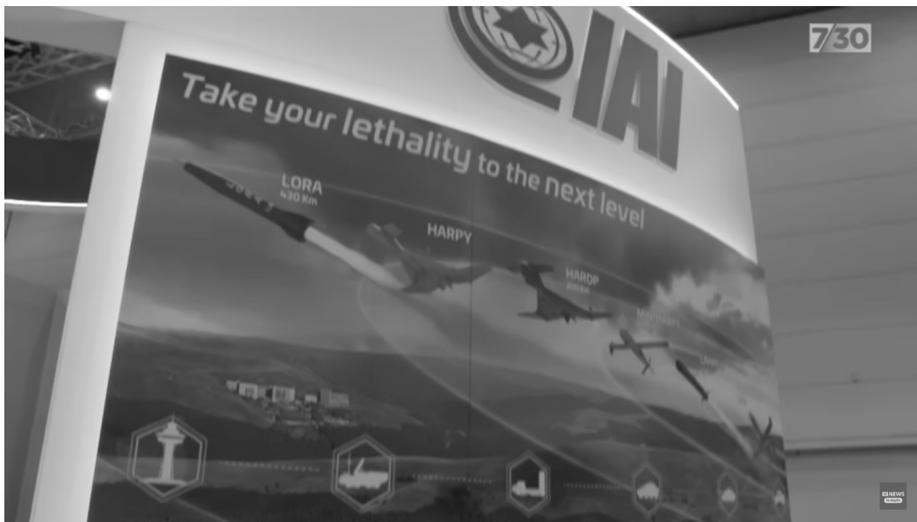
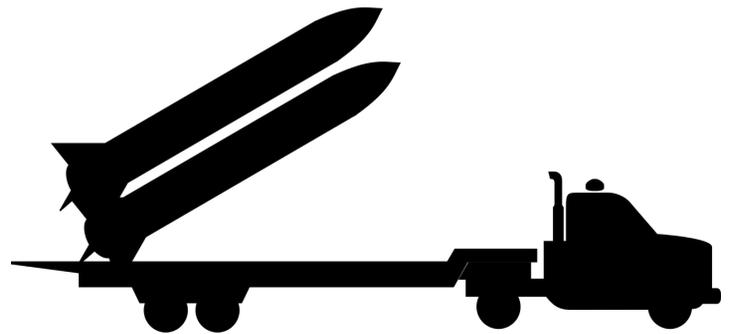
L'histoire regorge d'exemples de mouvements qui ont su s'opposer au militarisme et à l'impérialisme. Dès les années 60, les manifestations contre la guerre du Vietnam ont mobilisé des millions de personnes à travers le monde, dénonçant l'ingérence américaine et les massacres impérialistes. Plus récemment, en 2003, des manifestations massives contre l'invasion de l'Irak ont rassemblé des personnes de tous horizons, unis contre la logique destructrice de la guerre et la course aux armements.

Ces mobilisations ont montré que la résistance populaire pouvait mettre en lumière les dérives des gouvernements et leur obsession militaire. Aujourd'hui encore, les manifestations contre l'OTAN, les ventes d'armes ou l'occupation de territoires rappellent que le pouvoir de la rue peut s'opposer aux politiques impérialistes. En nous inspirant de ces luttes passées, il est clair que manifester reste un outil puissant pour revendiquer un monde où la paix et la justice priment sur la violence et la domination.

En février 2003, nous étions 150 000 personnes à manifester dans les rues de Montréal pour dire non à la guerre contre l'Irak. Depuis ce temps, la mobilisation anti-militariste s'est malheureusement passablement atténuée. En 2022, on constate un sursaut alors que se tient un Sommet de l'OTAN à Madrid (Espagne). Quelques dizaines de milliers de personnes ont manifestés à Madrid à ce moment dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le génocide du peuple palestinien a provoqué des mobilisations soutenues combinées avec une grande diversité de tactiques. À Melbourne (Australie), le 11 septembre dernier, environ 25 000 personnes ont manifestées violemment contre une foire commerciale d'armements. La disgracieuse vulgarité de cet événement, alors que les tensions et conflits sont en effervescence partout dans le monde, et que nous assistons à un génocide en direct, a soulevé la colère des australien-es à un point tel que les autorités ont été surprises. Des manifestant-es ont accueilli les exposants en les aspergeant de liquide rouge symbolisant le sang que leur lucratif commerce verse partout. Il faut dire qu'avec des slogans comme « take your lethality to the next level », il y a de quoi provoquer une saine colère contre ce commerce de guerre.

La venue de l'assemblée parlementaire annuelle de l'OTAN à Montréal est une occasion de plus pour manifester notre dégoût et notre colère contre cette alliance qui ne fait qu'amplifier les conflits en cours tout en enrichissant des crapules assoiffées de sang. Oui ! Manifester, c'est possible ! Oui ! Nous pouvons encore changer le cours de l'histoire !



## C'est où le sud global ?

Les pays du monde sont dans un rapport hiérarchique. C'est-à-dire que les pays les plus riches, notamment les 7 plus riches (qui forment le G7), le Canada, l'Allemagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et l'Angleterre, vivent aux dépens des autres pays du monde où les salaires sont beaucoup plus bas et où la production s'est délocalisée depuis les cinquante dernières années: Asie, Mexique, Amérique du sud et Afrique. Cette organisation est due entre autres à des stratégies de domination économique, militaire et politique qui visent à maintenir les pays du nord global (le G7 et ses alliés) dans des positions dominantes des pays du Sud global (l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du sud). C'est la raison pour laquelle la plupart de nos produits sont importés: généralement nos salaires sont trop élevés pour se rabaisser à de "basses besognes". Un exemple criant réside dans l'agriculture: plus de 50% de nos aliments viennent de l'extérieur du Canada, alors que 30% de la main-d'œuvre dans l'agriculture qui a encore lieu ici est constituée de travailleur-euses migrant-es temporaires.

# LA PALESTINE FACE À L'OCCIDENT IMPÉRIALISTE

L'OTAN est, et a toujours été, le bras armé de l'impérialisme des États-Unis et, plus largement, du Nord global. Elle incarne son pouvoir à travers des interventions militaires directes et indirectes, notamment au Moyen-Orient, où Israël (une création des puissances coloniales occidentales), bien que non-membre de cette alliance, bénéficie d'un soutien inconditionnel des pays membres. Vu sa complicité avec les crimes contre l'humanité et les violations de droits humains commis en Palestine depuis des décennies et en maintenant le silence sur le génocide en cours à Gaza, l'OTAN est en contravention de sa propre charte fondatrice qui stipule que les États membres s'engagent à l'égard des buts et principes de l'ONU.



crédit photo: Désinvestir pour la Palestine

## La Palestine occupée : laboratoire du complexe militaro-industriel du Nord global

L'entité sioniste fait parti du club VIP des alliés majeurs non-membre de l'OTAN, lui offrant ainsi un accès prioritaire et quasi illimité aux technologies militaires les plus avancées des États-Unis et de l'Europe. L'enfermement criminel de Gaza - la plus grande prison à ciel ouvert de la planète - est rendue possible par des outils de contrôle et de surveillance à la fine pointe de la technologie militaire primée par l'OTAN. Cela s'incarne entre autres dans les murs-frontières qui servent à la fois d'outils de mise à l'écart de la population colonisée et sous occupation, de systèmes de surveillance et de contrôles des vies par checkpoints. L'objectif final est d'empêcher les Palestinien·nes de s'unir dans leur résistance face à 76 ans d'occupation. Les stratégies d'emmurement d'Israël se caractérisent par des barrières physiques composées de grillages de métal, de béton armé, de caméras de surveillance, de drones et de tourelles militaires où opère la milice sioniste. À ces barrières physiques s'ajoutent la cybersurveillance, la reconnaissance faciale et l'espionnage constant. La Palestine est, pour ainsi dire, un terrain d'expérimentation

pour l'industrie militaire et technologique israélienne soutenue logiquement et financièrement par le Nord Global. Non seulement les dictatures militaires du monde s'approvisionnent auprès d'entreprises israéliennes en armes et en technologies de contrôle, mais les membres de l'OTAN les utilisent aussi sur leurs propres populations. Par exemple, en 2012, les balles de plastique de la Sûreté du Québec (SQ) qui ont crevé les yeux et défiguré les militant·es étudiant·es avaient d'abord été testées par les forces répressives sionistes.



Par son Fonds d'innovation, l'OTAN facilite l'accès à des technologies militaires de fine pointe pour l'armée sioniste. Par ailleurs, leur slogan «Investing 1 billion to Secure the future» n'est pas sans rappeler un fameux slogan de suprémacistes blancs (14 words<sup>1</sup>). En juin 2024, on apprenait que l'OTAN soutiendrait quatre entreprises européennes œuvrant dans les technologies militaires de pointe comme ARX Robotics qui construit des drones sans pilotes ou Fractile qui se spécialise dans la fabrication de puces. Le Fonds d'innovation de l'OTAN a aussi injecté de l'argent dans des fonds de capital-risques<sup>2</sup> (venture capital) qui se spécialisent dans la cybersécurité, l'intelligence artificielle et le big data. Ces investissements démontrent la volonté de l'OTAN de soutenir des stratégies de guerre technologique sous prétexte de mener une guerre supposément plus propre et humaine en offrant l'opportunité de faire des frappes de précision. Pourtant, depuis le 7 octobre 2023, on a plutôt vu que les drones propulsés par intelligence artificielle et les nombreuses autres formes d'automatisation militaire de l'armée sioniste tuent de manière massive et indistincte la population palestinienne.

## Le silence complice de l'OTAN

En octobre 2023, le secrétaire général de l'OTAN a clairement affiché son soutien à l'entité sioniste en déclarant, dans un communiqué, qu'« Israël n'est pas seul ». En plus de garder systématiquement le silence sur le génocide en cours à Gaza, l'OTAN contrevient à ses propres normes en permettant l'assassinat d'employés de l'ONU à Gaza et les attaques contre les casques bleus des Forces intérimaires des Nations Unies au Liban (FINUL). Non seulement, elle appuie l'entité sioniste, mais des think tanks qui lui sont liés, comme NATO Watch, s'interrogent sur le rôle que l'OTAN pourrait jouer dans la «résolution du conflit». Un briefing publié en décembre 2023 explore l'idée d'une intervention militaire directe de l'OTAN pour «stabiliser la région» en s'appuyant sur le «succès» de ses missions de stabilisation en Ex-Yougoslavie



crédit photo: Désinvestir pour la Palestine

à la fin des années 1990. Pourtant ces interventions ont été largement dénoncées pour les attaques directes sur des lieux protégés par le cadre juridique humanitaire qui abritaient des populations civiles comme des églises, des hôpitaux ou des écoles. Cette proposition, initialement lancée par l'ex-premier ministre israélien Ehud Olmert, s'inscrit dans le contexte du «Grand Israël», un projet de colonisation par le Nord Global d'une large part du Moyen Orient par l'élimination du peuple Palestinien, la subjugation des peuples voisins, comme le Liban, et l'appropriation des ressources et des territoires. Les membres de l'OTAN, puissances néo-coloniales, poursuivent ainsi leur projet mortifère de conquête du monde par le feu et le sang.

Par le **Collectif Désinvestir pour la Palestine**

## L'OTAN : UNE MACHINE IMPÉRIALISTE À VISAGE DÉCOUVERT DEPUIS LES ANNÉES 1990

L'OTAN a longtemps utilisé la soi-disant menace imminente d'un ordre mondial dirigé par l'Union Soviétique pour cacher son réel visage, celui de l'expansion de l'hégémonie capitaliste des États-Unis. Avec la fin de la Guerre froide, les années 1990 ont marqué une mutation du rôle et des interventions de l'OTAN dans les relations internationales, notamment en Ex-Yougoslavie. Les missions de maintien de la paix de l'ONU y ont alors rayonné par leur incapacité à prévenir les actes génocidaires du gouvernement serbe de Slobodan Milosevic contre les peuples musulmans,

bosniaques et croates. Or, l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo en 1999, acclamée pour son efficacité par les puissances du Nord global, a dans les faits donné lieu à des frappes imprécises ciblant des lieux civils tels que des refuges et des installations humanitaires, constituant dans les faits des crimes contre l'humanité tout aussi troublants que ceux reprochés aux troupes de Milosevic. La manière dont la communauté internationale a traité ces deux groupes pépétrateurs de crimes de guerre diffère toutefois monumentalement. En effet, le Tribunal international

<sup>1</sup>We must secure the existence of our people and a future for white children, l'expression simplifiée "secure the future" est perçue par plusieurs comme un langage codé (dog whistle) fasciste.

<sup>2</sup>Fonds d'investissement dans des entreprises en début de croissance non cotées en bourse pouvant rapporter un fort retour sur investissement, mais demeurant à haut risque. C'est via ces venture capital que la plupart des start-up financent leur développement.

pénal pour l'Ex-Yougoslavie n'a retenu aucune accusation envers les forces occidentales, reconnaissant plutôt la compétence et l'autonomie de l'OTAN en tant qu'organisation internationale pour investiguer et sanctionner les auteurs des crimes. Cet événement historique qui a offert à l'OTAN l'occasion d'être à la fois l'accusé et son propre juge, a pavé le chemin pour une normalisation récurrente des crimes de guerre des forces militaires occidentales jusqu'à nous amener aujourd'hui à la situation de support inconditionnel aux frappes génocidaires d'Israël.



# Pourquoi bloquer l'OTAN?

## L'OTAN est le bras armé de l'impérialisme du nord global

En tant que membre de l'alliance militaire qu'est l'OTAN, le gouvernement canadien contribue fortement au maintien de la domination des États-Unis sur le reste du monde. Toutefois, les interventions de l'OTAN ne sont pas nécessairement des déclarations de guerre, mais s'inscrivent plutôt dans une mosaïque plus subtile qui rend l'opposition plus complexe. Un exemple est la guerre en Afghanistan, déclenchée par les États-Unis et l'Angleterre en 2001, qui ont effectué la majorité des bombardements, avant qu'une mission de stabilisation de la région soit prise en charge à partir de 2003 par l'OTAN. Le gouvernement d'Hamid Karzaï avait alors été mis au pouvoir, et essentiellement, la mission canadienne consistait à maintenir la paix, à la suite de ce changement de gouvernement, en opérant des points de contrôles (checkpoint), pour empêcher le gouvernement remplacé de reprendre le contrôle du pays par les armes. Bien que le gouvernement n'a appuyé que des opérations de maintien de paix, le résultat est le même: il a permis aux alliés des gouvernements occidentaux de garder le contrôle sur le pays. L'OTAN reste donc une force armée qui impose la domination des intérêts des pays du nord global.

## L'OTAN pousse à l'augmentation des dépenses militaires

L'OTAN étant une alliance militaire, pour s'y maintenir, les pays se doivent d'avoir de grandes dépenses militaires. L'OTAN fait donc pression sur le gouvernement canadien pour qu'il augmente ses dépenses militaires à 2% de son PIB, c'est-à-dire d'augmenter ses dépenses militaires à 55 milliards de dollars. Ceci survient alors que la volonté de l'OTAN d'augmenter les dépenses de ses pays membres à 2% en 2006 et que cette volonté ait été réaffirmée en 2014. Ceci a fait en sorte que les dépenses militaires canadiennes avaient déjà augmenté de 40% entre en 2014 et 2021<sup>1</sup>. Ceci veut aussi dire que ces dépenses continueront de croître proportionnellement au PIB. Ces investissements ne protègent personne: notre seule frontière est avec les États-Unis, avec qui les relations diplomatiques sont au beau fixe. Ces dizaines de milliards supplémentaires par années seront donc investis dans des missions internationales.

## L'OTAN et le militarisme

L'OTAN promeut l'armement comme manière de dissuader les attaques entre États-nations. Toutefois, si la seule raison pour laquelle on n'attaque pas un autre pays est parce que l'on est au bout d'un fusil, il est tentant de simplement trouver un fusil plus gros. En occupant militairement, on fournit des arguments à la mobilisation de groupes armés. En effet, il a été montré à plusieurs reprises que l'occupation militaire de l'Afghanistan avait réussi à galvaniser la résistance, à encourager le développement de milices armées et d'organisations : les exemples des occupations en Afghanistan, en Libye ou en Iraq montrent clairement que ces stratégies sont efficaces dans le but de détruire les populations, mais sont inutiles pour mettre en place des gouvernements stables.

En termes internationaux, la mise en place de traités qui considèrent une attaque contre un pays comme une attaque contre l'alliance a rapidement encouragé le bloc soviétique à mettre en place le pacte de Varsovie, une structure qui a depuis été remplacée par l'organisation du traité de la sécurité collective (OSTC). Ces différents traités permettent de légitimer des attaques sur des pays hostiles, puisqu'elles facilitent l'entrée en guerre des pays membres. Ceci peut facilement dégénérer: après

tout la première guerre mondiale a démarrée en partie à cause de traités similaires. De plus, les déploiements militaires au Moyen-Orient n'ont fait que multiplier les groupes armés qui luttent dans le secteur. Ce n'est que par la justice et la redistribution des richesses que peut s'établir la paix.

Comme mode de gestion de conflit, déjà la guerre touche davantage les plus pauvres, car ce sont toujours les plus désespéré-es qui vont rejoindre les rangs de l'armée. Au soi-disant Canada, à la suite des campagnes contre le recrutement militaire dans les CÉGEPs et les universités en 2008-2009, le recrutement s'est retourné vers les communautés autochtones. Aussi, les occupations de longue durée, comme celles menées par l'OTAN, sont très coûteuses en pertes civiles, parce que l'ennemi, après les premiers bombardements, devient la population civile. Finalement, toutes les occupations finissent par se terminer et se mutent dans une instabilité politique profonde, similaire à la situation avant le conflit, mais souvent avec d'énormes dommages aux infrastructures. De plus, les groupes qui se sont armés pour lutter contre la force d'occupation, amènent régulièrement les pays dans une situation encore plus désastreuse qu'auparavant, ce à quoi s'ajoutent souvent des sanctions économiques ou des blocus d'importation.

## L'OTAN est la somme de ses États coloniaux

Les 4 pays qui ont interféré la déclaration des Nations unies sur les droits des personnes autochtones de 1994 à 2007, soit le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, sont soit des alliés majeurs non membre (Australie et Nouvelle-Zélande), soient des pays fondateurs de l'OTAN (Canada et États-Unis). Ce n'est rien de surprennant: directement dans la charte de l'OTAN, il est mentionné que l'Algérie française (le document date de 1953) fait partie des territoires de l'OTAN, de même que les autres territoires internationaux. Ce n'est pas pour rien que l'OTAN s'acoquine bien d'allié-es comme Israël: les stratégies d'occupations de territoire, ça leur connaît. Comme tous les États, construire le mythe d'une nation, d'un groupe culturel uniforme, que ce soit les Canadien-nes, les Québécois-es ou les Israélien-nes, avec une langue, une culture, une identité, c'est la base pour le maintien des minorités, qu'elles soient musulmanes, haudenosanees, innues ou haïtiennes, dans la misère et l'exploitation.

<sup>1</sup> Bureau du directeur parlementaire du budget (Ed.). (2022, June 9). Dépenses militaires du Canada et objectif de dépenses de 2% de l'OTAN.

### Quelques notes sur la guerre en Ukraine

En envahissant l'Ukraine, la Russie a mis en lumière, aux yeux du monde, l'atrocité générée par le capitalisme et l'impérialisme. Cette guerre, loin de se résumer simplement à un affrontement entre deux nations, est le reflet des rivalités géopolitiques entre des puissances qui exploitent les peuples pour leurs intérêts économiques et stratégiques.

L'état Russe s'est engagé dans un conflit qui, non seulement nie le droit à l'autodétermination des Ukrainien-nes, mais entraîne surtout des souffrances incommensurables aux populations des deux côtés de la frontière. À son tour, l'état Ukrainien s'est orienté vers des mesures autoritaires qui sapent les fondements mêmes de la liberté. Quant à elles, les puissances occidentales regroupées au sein de l'OTAN, tout en prétendant soutenir la démocratie, instrumentalisent le conflit pour renforcer leur influence dans la région et accroître leurs profits.

Les guerres sont des manifestations de luttes de pouvoir entre des États qui exploitent les peuples. Elles ne servent qu'à alimenter le complexe militaro-industriel qui se régale de la souffrance des peuples, tandis que les multinationales engrangent des milliards dans la vente d'armes et la reconstruction post-conflit.

Il est d'autant plus dommage que certaines et certains camarades prennent parti pour un camp ou l'autre, tombant ainsi dans le piège du nationalisme et du militarisme. Face à cette logique mortifère, nous devons revendiquer une opposition claire à toutes ces guerres, quelles qu'en soient les raisons invoquées. Il est impératif pour le mouvement révolutionnaire d'adopter une vision internationaliste, qui transcende les frontières et unit les luttes contre toutes les formes d'oppressions. Notre réponse ne doit ni tomber dans le soutien au régime de Moscou, ni à celui de Kiev.

Le Comité éditorial appelle à la solidarité entre les travailleuses et travailleurs ukrainiens et russes, au refus du militarisme et à la construction d'un mouvement révolutionnaire fort, capable de s'opposer aux gouvernements et aux institutions qui exploitent le conflit pour maintenir leur pouvoir.

Une véritable paix ne peut exister sous le capitalisme.

# L'impérialisme canado-états-unien

Les stratégies impérialistes varient selon les contextes, mais l'OTAN, après la chute du mur de Berlin en 1989, a développé une approche d'intervention spécifique. En général, cette intervention se produit lorsque qu'un pays connaît de l'instabilité, ou est soupçonné de financer le « terrorisme international ». Si le gouvernement au pouvoir est déjà aligné sur les intérêts américains et qu'il est menacé, on peut procéder immédiatement à une occupation militaire, contre les groupes qui visent à le renverser. Sinon, comme c'est le cas en Afghanistan ou lors de la deuxième guerre en Iraq, les États-Unis, peuvent se permettre des attaques unilatérales sur d'autres pays, se mettent à pilonner le pays par des bombardements intensifs. Ceci est possible parce qu'il n'y a pas vraiment d'opposition politique interne aux États-Unis, à savoir un mouvement antimilitariste développé. Dès que le gouvernement tombe, on utilise les instances internationales pour décréter un gouvernement intérimaire aligné sur les intérêts des pays du nord global, et on occupe le territoire pour prévenir les actions violentes visant à renverser le nouveau gouvernement, assez clairement implanté par la force. C'est alors que l'OTAN entre en jeu: en gérant l'occupation militaire permettant de garder un gouvernement en place. Ces rôles beaucoup plus subtils sont beaucoup adaptés pour les pays occidentaux: on peut dire que c'est une mission de paix, que le but c'est d'empêcher un gouvernement qui avait des politiques néfastes, (par exemple envers les femmes en Afghanistan) et que l'on participe à la reconstruction (une portion insignifiante du coût total de la guerre).

Ces missions de paix ne sont qu'un leurre qui met la guerre dans un gant humanitaire: sans le maintien militaire de ces nouveaux gouvernements, souvent plus problématiques que les précédents, les bombardements états-uniens n'auraient pas les effets politiques visés. Ce n'est pas parce que les tâches sont séparées entre les différents pays de manière à s'assurer que le coût politique est acceptable démocratiquement, que la mission est moins problématique. L'impérialisme canadien, vécu de l'intérieur, n'a rien à voir avec les conceptions de la guerre "traditionnelle": le Canada n'envahi personne, il participe seulement à des missions de paix. Ceci fait en sorte que la population est souvent inconsciente de ses effets de par le monde.



# GUERRE EN UKRAINE: LES EMPIRES SONT TOUJOURS LÀ

L'histoire moderne de l'Ukraine est jalonnée d'interventions militaires provenant de l'Occident : campagne napoléonienne (1812), guerre de Crimée (1853-1856), deux guerres mondiales pendant lesquelles plusieurs régions changent incessamment de tutelle étatique (Autriche-Hongrie, Pologne, Allemagne, Russie).

Avec la fin de ladite « guerre froide » (en réalité « chaude » dans d'autres parties du monde), l'OTAN était censée disparaître, puisqu'elle a été constituée pour protéger les pays occidentaux du bloc soviétique. Mais George H. W. Bush, Mitterrand et Thatcher s'accordent sur la nécessité de la pérenniser lors de son sommet en juillet 1990. En novembre de la même année, Gorbatchev<sup>1</sup> et Kohl<sup>2</sup> conviennent que l'Allemagne réunifiée en fasse partie, en échange de son renoncement à l'arme nucléaire. Lors de la dislocation soviétique, le secrétaire d'État américain James Baker promet en outre à Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendra pas vers l'est, mais rien n'est couché sur le papier.

Le tournant remonte à 1991, au moment de la guerre en Yougoslavie (1991-1995) puis au Kosovo (1998-1999), qui cause au moins 130 000 morts et plus de quatre millions de déplacés ou réfugiés. Parallèlement aux horreurs du régime serbe de Milosevic, l'Allemagne et l'Autriche ajoutent de la tension en reconnaissant unilatéralement, le 23 décembre 1991, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. La Communauté Économique Européenne suivra deux jours après, ainsi que le Vatican.

On connaît la suite : escalade belliciste et nationaliste, guerre, massacres, épurations ethniques, attisements interconfessionnels. Le conflit yougoslave est le premier sur le sol européen depuis 1945. Les bombardements que l'OTAN opère sur la Serbie au printemps 1999 révèle qu'elle est une force militaire et politique, bien plus puissante que la bureaucratique Union européenne. Pendant 128 jours, 400 avions de l'OTAN effectuent 480 sorties quotidiennes et provoquent le décès d'un millier de militaires yougoslaves et de 500 civils.

Cette intervention s'effectue en rupture avec la Charte des Nations Unies puisque l'OTAN se dispense de l'accord du Conseil permanent de sécurité nécessaire avant d'engager toute intervention armée entre États. Il est vrai que la Russie aurait mis son veto.

Soutenus par la France, ces bombardements ont été réclamés par le gouvernement de l'Allemagne, composé de la première coalition entre socio-démocrates et écologistes, Gerhard Schröder étant Chancelier, et Joschka Fischer (écologiste) ministre des Affaires étrangères.

Pour les dirigeants russes, cette intervention d'une organisation occidentale est perçue comme une attaque des frères slaves, et le démembrement yougoslave comme une mainmise de l'Union européenne, laquelle est officiellement créée le 1er novembre 1993 et étend ainsi son marché.

L'OTAN s'élargit ensuite vers les pays de l'Est : Pologne, République tchèque et Hongrie en 1999 ; les trois États baltes, la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie et la Bulgarie en 2004 ; la Croatie et l'Albanie en 2009, le Monténégro en 2017 et la Macédoine en 2020. Ces adhésions se font à la demande des États qui y voient

## Quelques précisions

Le texte fourni par le Réseau Makhno, a été élaboré à partir de passages de leur livre "Guerre en Ukraine, géopolitique des empires," retravaillés pour s'adapter au format du journal. Il répond principalement à la question du rôle de l'OTAN dans le déclenchement de la guerre en Ukraine. Toutefois, l'ambition de l'ouvrage, dès son origine, a été de présenter un tableau complet des actions et motivations ayant conduit à cette crise. Il va sans dire que le livre aborde aussi largement le rôle de l'OTAN, que celui de la « Grande Russie » et de ses guerres d'agression successives.

"Guerre en Ukraine, géopolitique des empires" ne vise pas à désigner des bons et des méchants, mais à mettre en lumière les mécanismes ayant engendré cette déflagration meurtrière, dont les populations ukrainiennes et russes souffrent quotidiennement depuis près de trois ans. Les conséquences de ce conflit profitent avant tout aux industries de l'armement et aux conglomérats capitalistiques opérant à l'échelle mondiale.

le moyen de se prémunir contre toute nouvelle velléité impérialiste russe. L'OTAN intervient aussi d'autres régions du monde, en dehors de son périmètre légal d'intervention : Afghanistan (2001-2021), piraterie en mer Rouge (2009-2016) ou en Libye (opération Unified Protector, 2011).

À son arrivée au pouvoir en 2000, Poutine joue d'abord la carte de la coopération avec l'Occident. Mais le gouvernement américain tient à l'hégémonie des États-Unis. Il veut une Europe capable de contrôler la Russie à sa place, ce qui passe par une intégration économique et politique des anciens satellites soviétiques. Ainsi, le sommet de l'OTAN, qui se tient à Bucarest les 4 et 5 avril 2008, « se félicite des aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie, qui souhaitent adhérer à l'Alliance ». Il précise que « aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN ». L'utilisation jésuitique du conditionnel (« deviendraient ») aboutit au « pire des deux mondes ».

Une telle déclaration agace les dirigeants russes, Poutine en tête. Elle ne convient pas davantage aux dirigeants ukrainiens issus de la « révolution orange<sup>3</sup> » qui ont le sentiment d'être dupés. Rétrospectivement, on peut se demander si la soumission des dirigeants français et allemands, Sarkozy et Merkel, au faucon Bush n'a pas initié ce jour là, en avril 2008, la mise à mort poutinienne de l'Ukraine. Ou comment, le peuple ukrainien a servi, à son tragique dépens, de bouclier aux puissances occidentales et de monnaie d'échange au nouveau tsar.

Les ressources ukrainiennes (blé, oléagineux, charbon, électricité) et ses composantes stratégiques (passage des oléoducs russes) pèsent moins que les ambitions impérialistes des puissances en présence. À l'annexion russe de la Crimée (2014) et l'invasion de l'Ukraine (février 2022) répond en Occident l'élargissement de l'OTAN, y compris avec un État jusque là neutre comme la Suède, et une escalade délirante des budgets militaires sur fond de propagande massive. Les peuples — tous les peuples — en font les frais.

Réseau Makhno, octobre 2024.

<sup>1</sup>Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022) dernier président de l'URSS.

<sup>2</sup>Helmut Kohl (1930-2017) a été chef du gouvernement ouest-allemand puis allemand après la réunification du 1er octobre 1982 au 27 octobre 1998.

<sup>3</sup>On appelle « Révolution orange » une série de manifestations (novembre 2004 à janvier 2005) qui font suite à l'annonce des résultats à l'élection présidentielle de novembre 2004, que de nombreux ukrainiens perçoivent comme truqués. Plusieurs titres de presse doutent du caractère spontané de ce mouvement et ont souligné l'aide extérieure que cette « révolution » aurait reçue. À travers la « révolution orange », transparaît la lutte d'influence que se livrent en sourdine Moscou et Washington dans la zone.

# Strasbourg : OTAN de cendre, tout devient possible

En avril 2009, Strasbourg a été le théâtre d'une explosion de colère, d'un cri collectif contre l'OTAN et ses politiques militaristes et impérialistes. Des milliers de manifestant.es ont convergé vers la frontière Franco-Allemande pour s'opposer au 21<sup>e</sup> sommet de l'OTAN, déterminés à faire entendre leur colère face à cette institution qui, depuis des décennies, justifie la guerre et la colonisation au nom de la sécurité.



Les mobilisations ont démarré bien avant que les premières bannières ne soient déployées. Bien que l'organisation du contre-sommet fut marquée par de houleux débats quant à l'utilisation de la violence dans les mouvements sociaux. Les nombreuses rencontres, assemblées et actions de préparation ont permis de cristalliser l'envie d'en découdre chez de nombreuses et nombreux manifestant-es. Les affinités se sont renforcées, les tactiques ont été discutées et une volonté de confrontation s'est installée. « Pour nous, la résistance était claire : nous ne pouvions pas rester passifs face à la violence d'un système qui ne respecte ni la vie, ni la liberté. »

Exacerbé par la crise financière de 2008, le sommet fut l'occasion pour les mouvements anticapitaliste, anarchiste et pacifiste de faire entendre leurs voix.

Environ 3 000 personnes, venus des quatre coins de l'Europe et parfois même des États-Unis, s'installèrent sur une vaste esplanade située à huit kilomètres du centre-ville de Strasbourg.

Le centre-ville de Strasbourg était érigé en véritable ville fortifiée : barricades, patrouilles de policiers à cheval, hélicoptères tournoyant dans le ciel et même des batteries de missiles sol-air avaient été installées autour de la ville. Mais cela n'a pas empêché les protestataires déterminées de pénétrer au cœur de la zone sensible.

Le samedi 4 avril, alors que de violents affrontements s'étaient soldés les jours précédents par quelques 300 arrestations, près de 30 000 personnes prennent d'assaut la ville. Rapidement, un énorme black bloc, de plus de 2 000 personnes, se forme au sein de la manifestation.

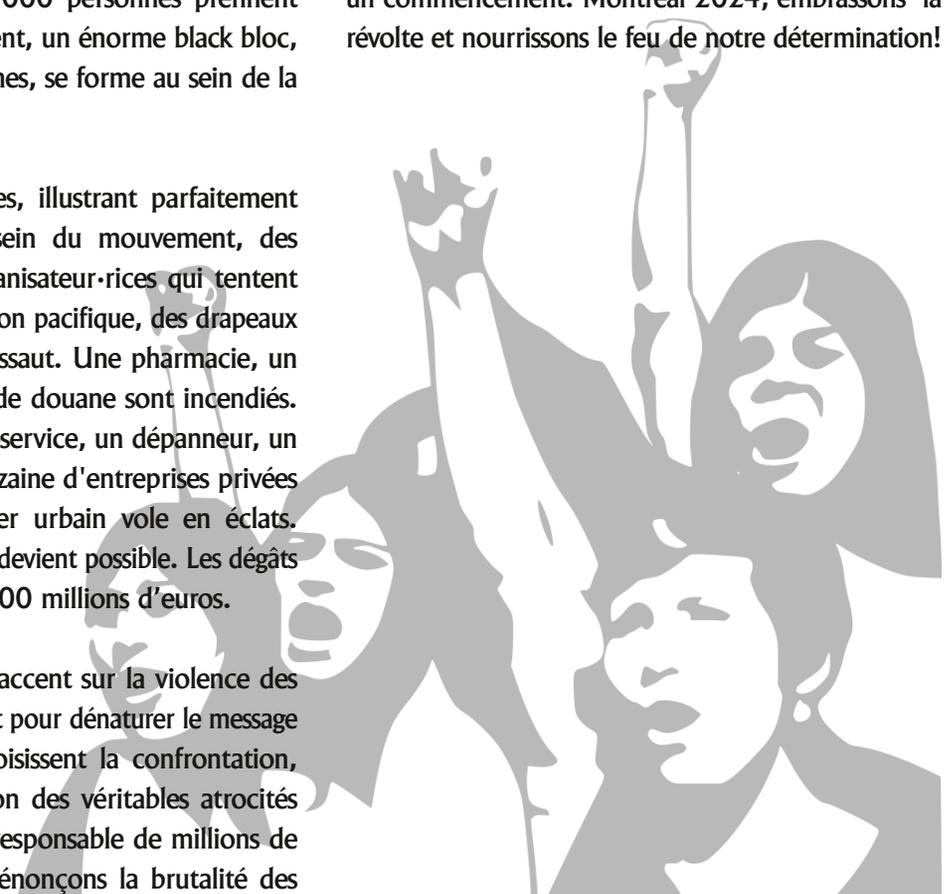
Malgré quelques tentatives, illustrant parfaitement bien la polarisation au sein du mouvement, des paciflics et certain.es organisateur-rices qui tentent de maintenir la manifestation pacifique, des drapeaux noirs prennent la ville d'assaut. Une pharmacie, un hôtel et un ancien poste de douane sont incendiés. Une chapelle, une station-service, un dépanneur, un bureau de poste et une dizaine d'entreprises privées sont saccagés. Le mobilier urbain vole en éclats. L'espace d'un instant, tout devient possible. Les dégâts seront estimés à près de 100 millions d'euros.

Les médias, en mettant l'accent sur la violence des manifestant-es, ont tout fait pour dénaturer le message de celles et ceux qui choisissent la confrontation, détournant ainsi l'attention des véritables atrocités perpétrées par l'OTAN, responsable de millions de morts. Alors que nous dénonçons la brutalité des

institutions qui nous gouvernent, il est crucial de rappeler que la véritable violence est celle des États.

Ces grandes rencontres sont des occasions privilégiées pour propager nos idéaux, nous devons être habile, composer avec le billet médiatique et être en mesure de créer des récits alternatifs, une histoire qui montre que la lutte pour la liberté est légitime et nécessaire. Strasbourg, fut l'occasion pour de nombreuses et nombreux camarades de s'unir dans la résistance et pour des groupes aux horizons divers, de se rassembler autour d'un objectif commun : abolir les structures d'oppression qui nous gouvernent.

Strasbourg 2009 n'était pas un aboutissement, mais un commencement. Montréal 2024, embrassons la révolte et nourrissons le feu de notre détermination!



## Paciflics, qui sont donc ces parasites?

Les paciflics ou peace police en anglais, sont des gens qui se voient comme les garants de la sécurité des manifestant-es et de la bonne image du mouvement, s'opposant à toute forme de protestation ou d'action qu'ils jugent « violente ». Pourtant, derrière leur apparente empathie se cache des dynamiques autoritaires et violentes : iels imposent leurs limites aux luttes politiques, divisent le mouvement et se rendent complices de la répression policière.

Les paciflics ne se contentent pas de critiquer les méthodes de lutte, dans certains cas, iels vont jusqu'à dénoncer et arrêter physiquement d'autres manifestant-es. En s'interposant de manière agressive et en utilisant des tactiques d'intimidation, iels cherchent à imposer leur vision d'une protestation « acceptable ». Alors que le narratif médiatique ambiant crée déjà une distinction entre « bon-nes » et « mauvais-es » manifestant-es, les paciflics aggrave cette division au sein du mouvement.

Le choix des tactiques dans un contexte donné doit être guidé par la volonté de maximiser le respect pour la vie. Surtout, lorsque le dilemme se situe entre l'absence de couverture médiatique et la dénonciation d'une manifestation turbulente, il est crucial de peser les enjeux. Alors que des milliers de personnes sont tuées chaque mois, l'intégrité des fenêtres de banques qui financent le génocide ne devrait pas venir en tête de liste.

**Paciflics, vous n'êtes pas les bienvenus !**

# Strasbourg : From NATO's Ashes, Everything Becomes Possible

Around 3000 people, coming from all over Europe and even the U.S., settled on a vast plaza 8km from downtown Strasbourg.

Strasbourg's city center was transformed into a fortified city : barricades, mounted police patrols, helicopters circling the sky and even surface-to-air missile batteries were installed around the city. However, this didn't stop protesters from entering the heart of the hot zone.

On the Saturday, the April 4th, after violent clashes with the police in the previous days ended with 300 arrests, around 30 000 people stormed the city. Quickly, a huge black bloc of over 2000 people formed within the protest.

Despite some attempts—perfectly illustrating the polarization within the movement—by peace police and some organizers who tried to maintain a peaceful demonstration, black flags took over the city. A pharmacy, a hotel, and a former customs post were set on fire. A chapel, a gas station, a convenience store, a post office, and about a dozen private businesses were ransacked. Urban furniture was smashed to pieces. For a moment, anything was possible. The damage was estimated at nearly 100 million euros.

By focusing of the protesters violent tactics, mainstream media did everything to distort the message carried by those who chose confrontation, therefore diverting attention from the real atrocities committed by NATO, responsible of million of



Montreal 2024, let's embrace the revolt and fuel the fire of our determination!

In April 2009, Strasbourg was the scene of an explosion of anger, a collective cry against NATO and its militarist and imperialist policies. Thousands of protesters came together at the border of France and Germany to oppose NATO'S 21st summit, determined to voice their anger against this institution which has justified for decades war and colonization in the name of security.



The mobilizations began long before the first banners were deployed. Although the counter-summit organization's was marked by heated debates on the topic of violence in social movements, the numerous meetings, assemblies and preparation actions crystallized the desire to fight in many demonstrators. Affinities grew stronger, tactics were discussed and a willingness to confront settled. "For us, resistance was clear: we couldn't remain passive in the face of a system that respects neither life nor freedom."

Exacerbated by the 2008 economic crisis, the summit was the occasion for anticapitalist, anarchist and the peace movement to make their voices heard.

## Peace police: who are these parasites?

Peace police are people that see themselves like guardian of protester's security and of the movement's image, therefore opposing all other form of protesting the they would judge as being "violent". Yet, their so called empathy often hides authoritarian and violent dynamics: they impose their limits to political struggles, divide the movement and become complicit with police repression.

Peace police don't only settle for criticizing methods or tactics of the struggle, but in some cases they will go as far as denouncing and physically restraining other demonstrators. By aggressively interposing and using intimidation tactics, they seek to impose their vision of an "acceptable" protest. While the mainstream media narrative already distinguish "good" protesters from the "bad ones", peace police exacerbate this division within the movement.

The choice of tactics in a given context should be guided by a will to maximize respect for life. Above all, when the dilemma lies between the lack of media coverage and the condemnation of a disruptive protest, it is crucial to weigh the stakes. While thousands of people are killed each month, keeping the integrity of banks windows that financed a genocide should not be at the top of the priority list.

Peace police, you are not welcomed

# WAR IN UKRAINE: THE EMPIRES ARE STILL WITH US

Ukraine's modern history is marked by military interventions from the West, including the Napoleonic campaign (1812), the Crimean War (1853–1856), and two world wars. During these conflicts, various regions of Ukraine frequently changed hands among Austria-Hungary, Poland, Germany, and Russia.

With the end of the so-called "Cold War" (which was actually "hot" in other parts of the world), NATO was expected to dissolve, having been established to protect Western countries from the Soviet bloc. However, at the NATO summit in July 1990, George H. W. Bush, Mitterrand, and Thatcher agreed on the necessity of keeping the alliance alive, despite its original purpose being rendered obsolete. In November of the same year, Gorbachev [1] and Kohl [2] reached an agreement that reunified Germany should join NATO in exchange for its renunciation of nuclear weapons. Furthermore, when the Soviet Union dissolved, US Secretary of State James Baker promised Gorbachev that NATO would not expand eastward, although this promise was never formalized in writing.

A turning point occurred in 1991 when war erupted in Yugoslavia (1991–1995) and Kosovo (1998–1999), resulting in at least 130,000 deaths and more than four million displaced persons and refugees. Amid the horrors of Milosevic's Serbian regime, Germany and Austria intensified tensions by unilaterally recognizing the independence of Slovenia and Croatia on December 23, 1991. The European Economic Community and the Vatican followed suit just two days later.

The aftermath was marked by escalating warmongering and nationalism, leading to war, massacres, ethnic cleansing, and interconfessional strife. The Yugoslav conflict was the first on European soil since 1945. NATO's bombing of Serbia in the spring of 1999 demonstrated its military and political force, overpowering the bureaucratic European Union. Over 128 days, 400 NATO aircraft conducted 480 sorties daily, resulting in the deaths of a thousand Yugoslav servicemen and 500 civilians.

This intervention breached the United Nations Charter, as NATO acted without the approval of the Permanent Security Council, which is required before any armed intervention between states can occur. It is true that Russia would have vetoed such approval. Supported by France, the bombings were called for by the German government, which was the first coalition of social democrats and ecologists, led by Chancellor Gerhard Schröder and Foreign Minister Joschka Fischer.

For Russian leaders, this intervention by a Western organization was perceived as an attack on their Slavic brothers. They viewed the dismemberment of Yugoslavia as a deliberate effort by the newly formed European Union, established on November 1, 1993, to eagerly absorb the region in order to expand its own market.

NATO subsequently expanded to include several Eastern European countries: Poland, the Czech Republic, and Hungary in 1999; the three Baltic States, Slovakia, Slovenia, Romania, and Bulgaria in 2004; Croatia and Albania in 2009; Montenegro in 2017; and Macedonia in 2020. These accessions occurred at the request of

**Precisions**

The text provided by the Makhno Network was developed from excerpts of their book "War in Ukraine: Geopolitics of Empires", which were revisited to fit the format of the newspaper. It mainly addresses the question of NATO's role in the outbreak of the war in Ukraine. However, the book's ambition was, from its beginning, to offer a global and comprehensive overview of the actions and motivations that led to this crisis. Needless to say, the book extensively covers NATO's role as much as the one of "Greater Russia" and its successive wars of aggression.

"War in Ukraine: Geopolitics of Empires" doesn't aim to establish who are the good one and who are the villains but instead to shed light on the different mechanisms that triggered this deadly explosion, from which Ukrainian and Russian populations have been suffering daily for nearly three years. The consequences of this conflict primarily benefit the arms industries and the global capitalist conglomerates.

states seeking protection against potential new Russian imperialist ambitions. Additionally, NATO has intervened in other parts of the world, operating outside its legal perimeter: Afghanistan (2001–2021), addressing piracy in the Red Sea (2009–2016), and in Libya (Operation Unified Protector, 2011).

When Putin came to power in 2000, he initially opted for cooperation with the West. However, the U.S. government has insisted on maintaining its hegemony, desiring a Europe capable of controlling Russia for its own interests. This involves integrating the former Soviet satellites both economically and politically. For example, at the NATO summit in Bucharest on April 4-5, 2008, the alliance "welcomed the Euro-Atlantic aspirations of Ukraine and Georgia to join." The statement declared, "Today we have decided that these countries will become members of NATO."

The use of the conditional phrase "will become" reflects a troubling ambiguity that leads to the "worst of both worlds."

Such a statement irritates Russian leaders, particularly Putin. It also does not sit well with the Ukrainian leaders of the "Orange Revolution [3]," who feel they have been deceived. In retrospect, one wonders whether the submission of French and German leaders, Sarkozy and Merkel, to the Bush administration's hawkish stance initiated Putin's assault on Ukraine in April 2008. Or how, to their tragic detriment, the Ukrainian people became both a shield for Western powers and a bargaining chip for the new tsar.

Ukraine's resources—wheat, oilseeds, coal, and electricity—as well as its strategic position for Russian pipelines, are overshadowed by the imperial ambitions of the powers involved. In the West, the Russian annexation of Crimea in 2014 and the invasion of Ukraine in February 2022 have prompted NATO's further expansion, including the enlistment of a previously neutral state like Sweden, alongside a frenzied escalation of military budgets amid massive propaganda. The people—all the people—are paying the price.

Makhno Network, October 2024.

Mikhail Gorbachev (1931-2022) was the last president of the USSR.

Helmut Kohl (1930-2017) was the head of the West German and later German government from October 1, 1982, to October 27, 1998.

The "Orange Revolution" refers to a series of demonstrations that took place from November 2004 to January 2005, following the announcement of the results of the November 2004 presidential election, which many Ukrainians perceived as rigged. Several media outlets cast doubt on the spontaneous nature of this movement, pointing to the external assistance that the "revolution" was said to have received. The "Orange Revolution" highlights the muted struggle for influence between Moscow and Washington in the region.

The imperialist strategies varies depending of contexts, but ever since the downfall of the Berlin's wall in 1989, NATO specialized itself in a specific intervention tactic. There is generally a NATO intervention when a country is going through an instability phase or, then again, is suspected to fund "international terrorism". If the government in power is already aligned with the U.S. interests but faces threats, military occupation can immediately be carried out against the groups seeking to overthrow it. Otherwise, as shown by both cases of Afghanistan and the second Iraq, the U.S. allow themselves to make unilateral attacks on other states, bombarding them intensively. This is made possible because there are no real significant internal political opposition in the United States, such as a well-developed anti-militarist movement. Therefore, as soon as the targeted government falls, international bodies are used to declare an interim government aligned with the interests of the Global North, and the territory is occupied to prevent violent actions aimed at overthrowing the new government, which is clearly installed by force. This is where NATO plays its main role; managing the military occupation that allows to keep a government in power. These much subtler roles are more adapted to Western countries: it can be said that it's a peacekeeping mission, that the goal is to prevent a government to impose or maintain harmful policies (for example, towards women in Afghanistan) and to participate in reconstruction (an insignificant portion of the total cost of the war).

These peacekeeping missions are just a smokescreen, masking war with a humanitarian glove: without the military maintenance of these new governments, often more problematic than the previous ones, U.S. bombings would not have the desired political effects. Just because tasks are divided between different countries in such a way as to ensure that the political cost is democratically acceptable does not make the mission any less problematic. Canadian imperialism, experienced from within, has nothing to do with the conceptions of "traditional" war: Canada invades no one; it only participates in peacekeeping missions. This makes the population often unaware of its effects around the world.



### NATO is the sum of its colonial states

The four countries that blocked the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (1994-2007) — Canada, the United States, New Zealand, and Australia — are either Major Non-NATO Allies (Australia and New Zealand) or founding NATO members (Canada and the United States). This is not surprising: directly in NATO's charter, it is mentioned that French Algeria (the document dates from 1953) is part of NATO territories, along with other international territories. It is no coincidence that NATO is allied with countries like Israel: they are well-versed in territorial occupation strategies. Like all states, building the myth of a nation, of a uniform cultural group — whether Canadians, Quebecers, or Israelis — with one language, one culture, and one identity, is the basis for keeping minorities, whether Muslim, Haudenosaunee, Innu, or Haitian, in poverty and exploitation.

By invading Ukraine, Russia brought to light the atrocities that generate capitalism and imperialism. Far from being merely a clash between two nations, this war reflects geopolitical rivalries between two Great Powers that both exploit their people for their own economic and strategic interests.

While the Russian state engaged in a conflict that denies not only the Ukrainian people's right to self-determination but also inflicts immeasurable suffering on populations on both sides of the border, the Ukrainian state has turned to authoritarian measures that undermine the very foundations of freedom. Meanwhile, while claiming they support democracy, the Western powers united through NATO are actually exploiting the conflict to reinforce their influence in the region and increase their profits.

Wars are manifestations of power struggles between states that exploit people. They only fuel the military-industrial complex, which thrives on human suffering, while multinational corporations generate billions in profit from arms sales and post-conflict reconstruction.

It is all the more unfortunate that some comrades take sides with one camp or another, falling into the trap of nationalism and militarism. In the face of this deadly logic, we must clearly oppose all wars, regardless of the reasoning behind it. It is imperative for the revolutionary movement to adopt an internationalist vision, one that transcends borders and unites struggles against all forms of oppression. Our response must not involve supporting either the Moscow regime or the Kiev regime.

The editorial committee calls for solidarity between Ukrainian and Russian workers, a rejection of militarism, and the building of a strong revolutionary movement capable of opposing the governments and institutions that exploit the conflict to maintain their power.

True peace can simply not exist under capitalism.

### About the war in Ukraine

military deployments in the Middle East have only multiplied the number of armed groups fighting in the region. It is only through justice and wealth redistribution that peace can be established.

As a conflict management tool, war disproportionately affects the poorest, as it is always the most desperate who enlists in the military. In so-called Canada, after the anti-recruitment campaigns in CEGEPs and universities in 2008-2009, military recruiting shifted toward Indigenous communities. Additionally, long-term occupations like those carried out by NATO are very costly in civilian casualties, because after the initial bombings, the enemy becomes the civilian population. Ultimately, all occupations eventually end, leading to deep political instability similar to the pre-conflict situation, but often with enormous damage to infrastructure. Furthermore, groups that have armed themselves to fight the occupation forces bring the country into a far worse situation than before, often compounded by economic sanctions or import blockades.

# Why block NATO



## NATO pushes the Canadian government to increase its military expenses

As a military alliance, NATO's member need to keep their military expenses high in order to stay in the organization. NATO is therefore pressuring the Canadian government to increase its military budget to 2% of its GDP, that is to increase its military expenditures up to at least 55 billion. This demand follows NATO's goal, set in 2006 and reaffirmed in 2014, to have its members allocate 2% of their GDP to defense. As a result, Canadian military spending has already increased by 40% between 2014 and 2021<sup>1</sup>. It also means these expenditures will continue to rise in proportion to GDP. These investments protect no one: Canada's only border is with the United States, with whom diplomatic relations are set fair. These additional tens of billions per year will therefore be invested in international missions.

## NATO is the armed wing of Global North imperialism

As a member of the military alliance that is NATO, the Canadian government strongly contributes to the maintenance of U.S. domination over the rest of the world. However, NATO's interventions are not always declarations of war, but instead fit into a more subtle mosaic that makes opposition more complex. An example is the war in Afghanistan, initiated by the U.S. and the U.K. in 2001, where they carried out most of the bombings before a stabilization mission was taken over by NATO in 2003. At that time, the Hamid Karzai government was installed, and essentially, the Canadian mission consisted mostly to maintain the peace by operating checkpoints to prevent the ousted government from retaking control of the country by force. While the government only supported peacekeeping operations, the result was the same: it allowed Western allies to maintain control over the country. NATO remains an armed force that imposes the domination of the interests of Global North countries.

## NATO and Militarism

NATO promotes armament as a way to deter attacks between nation-states. However, if the only reason one does not attack another country is that they are at the barrel of a gun, it becomes tempting to simply find a bigger gun. By occupying militarily, it provides arguments for the mobilization of armed groups. Indeed, it has been shown repeatedly that the military occupation of Afghanistan succeeded in galvanizing resistance, encouraging the development of armed militias and organizations: the examples of the occupations in Afghanistan, Libya, and Iraq clearly show that these strategies are effective in destroying populations, but useless in establishing stable governments.

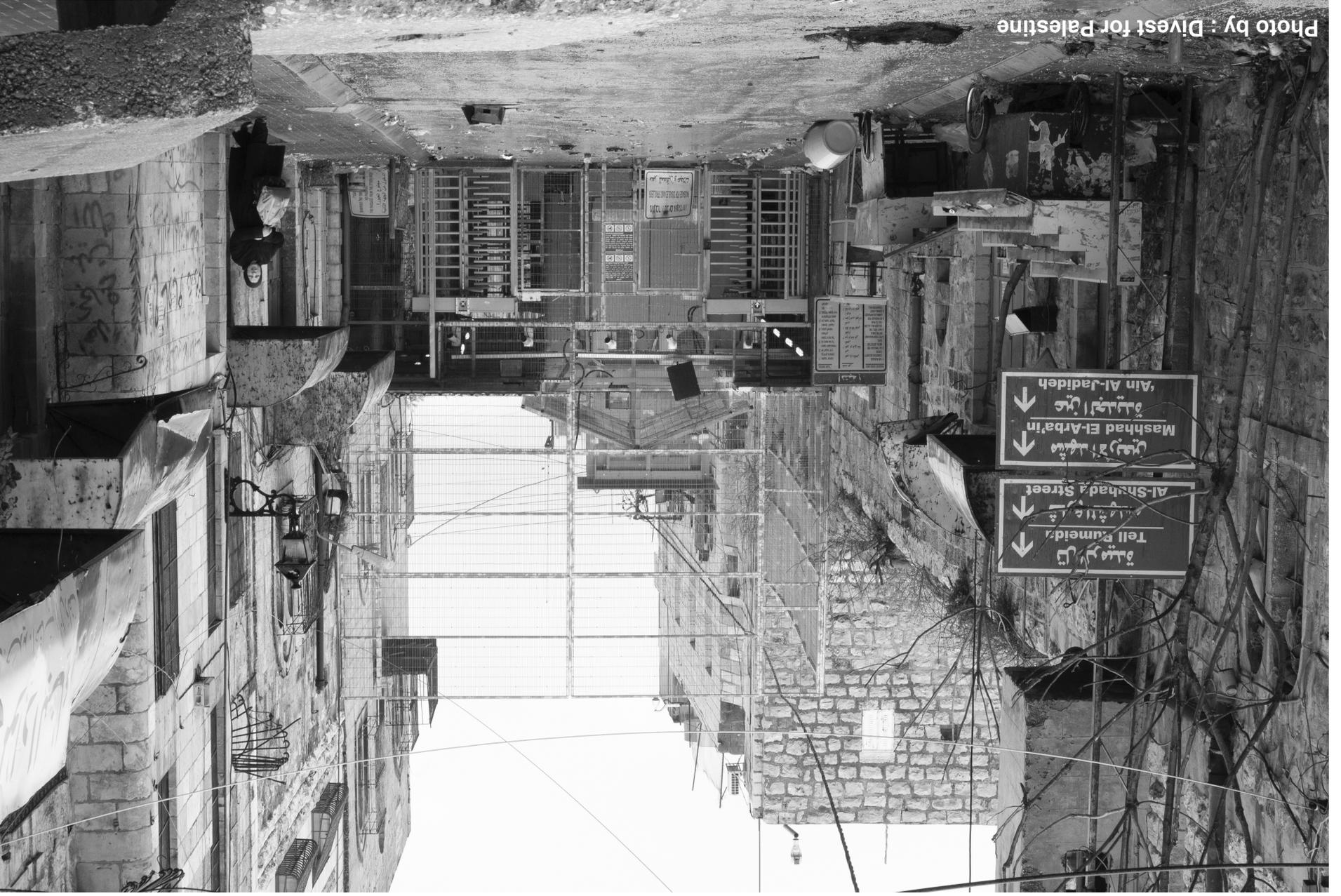
On an international level, the establishment of treaties that consider an attack on one country as an attack on the whole alliance quickly led the Soviet bloc to set up the Warsaw Pact, a structure that has since been replaced by the Collective Security Treaty Organization (CSTO). These various treaties legitimize attacks on hostile countries, as they facilitate member states' entry into war. This can easily spiral out of control: after all, World War I partially started due to similar treaties. Moreover,

# NATO: a bare-faced imperialist machine since the 1990s

By the Divest for Palestine Collective

humanitarian legal framework that shelters civilian populations. NATO Watch's briefing closely mirrors a previous proposal by former Israeli Prime Minister Ehud Olmert. Both are part of the "Greater Israel" strategies; the attempt of the Global North to colonize a large part of the Middle East through the elimination of the Palestinian people, the subjugation of neighboring nations, such as Lebanon, and the appropriation of resources and territories. The members of NATO, the neo-colonial powers, are thus continuing their deadly project of world conquest through gunfire and blood.

Photo by : Divest for Palestine



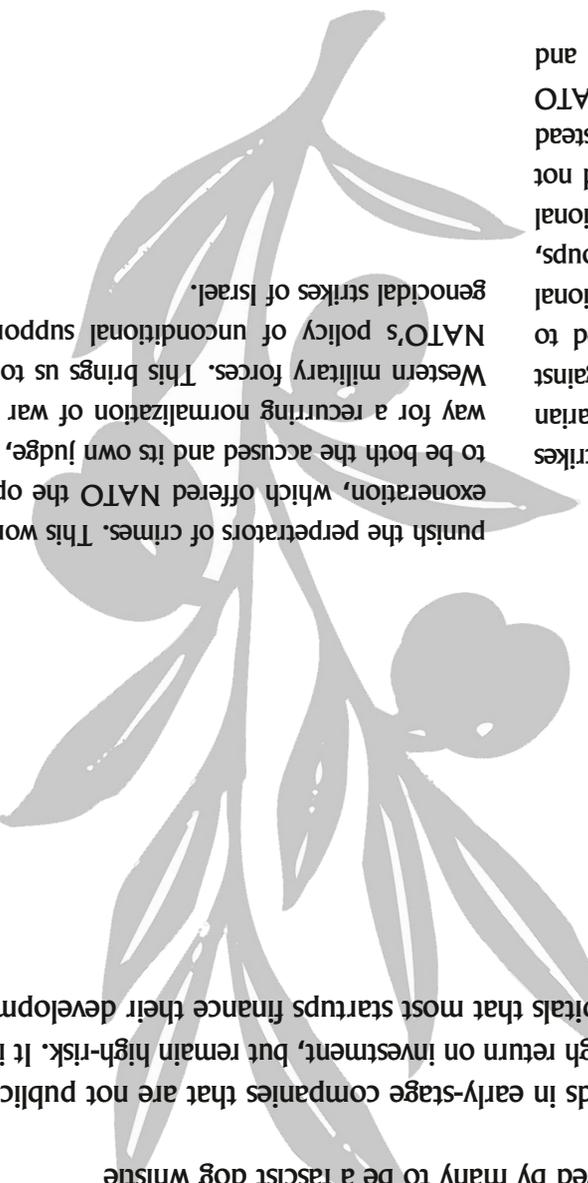
'The complete slogan is "We must secure the existence of our people and a future for white children." The simplified expression "secure the future" is perceived by many to be a fascist dog whistle

"Investment funds in early-stage companies that are not publicly traded and can yield a high return on investment, but remain high-risk. It is through these venture capitals that most startups finance their development

punish the perpetrators of crimes. This world-historic exonerated, which offered NATO the opportunity to be both the accused and its own judge, paved the way for a recurring normalization of war crimes by Western military forces. This brings us to today, to NATO's policy of unconditional support for the genocidal strikes of Israel.

Western powers, in fact gave rise to imprecise strikes targeting civilian places of refuge and humanitarian installations. These attacks constituted crimes against humanity just as disturbing as those attributed to Milosevic's troops. The way the international community dealt with these two war crimes groups, however, differs enormously. The International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia did not bring any charges against Western forces, instead recognizing the competence and autonomy of NATO as an international organization to investigate and

NATO has long used the so-called imminent threat of a Soviet Union-led world order to hide its true face: that of global US hegemony. As the Cold War came to a close in the 1990s, NATO's role in international relations evolved, notably in the former Yugoslavia. There, it quickly became evident that UN peacekeeping missions were unable to prevent the genocidal acts of Slobodan Milosevic's Serbian Government against Muslims and the Bosnian, and Croat peoples. However, NATO's military intervention in Kosovo in 1999, acclaimed for its effectiveness by



# PALISTINE

## FACING THE IMPERIALIST WEST

NATO is, and always has been, the armed wing of US imperialism and of the broader Global North. It manifests its power through direct and indirect military interventions, particularly in the Middle East, where Israel—itself a creation of Western colonial powers—benefits from unconditional support from NATO members despite not belonging to the alliance itself.

Because of its complicity in the crimes against humanity and human rights violations committed in Palestine for decades, and its ongoing silence on the genocide in Gaza, NATO is in violation of its own founding charter. This charter states that member states commit to the purposes and principles of the United Nations.

### Occupied Palestine: laboratory of the Global North's military-industrial complex

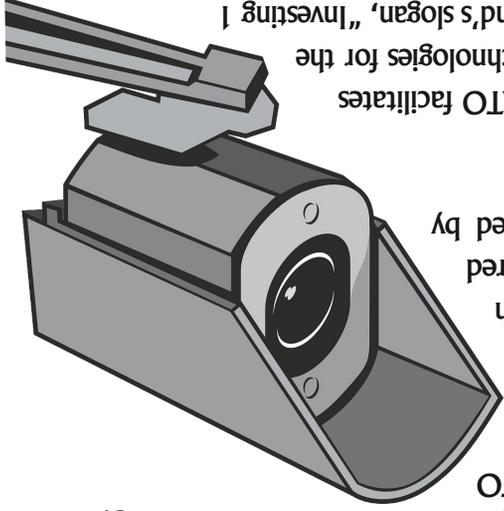


The Zionist entity is an exceptionally privileged major non-NATO ally (MNA). Because of its status, Israel has almost unlimited access to the most advanced military technologies developed by United States and Europe. The blockade and containment policy imposed on Gaza—the world's largest open-air prison—is made possible through the cutting-edge tools and technologies praised by NATO countries. This is embodied, in part, in the border walls which isolate the colonized and occupied population, and the surveillance systems which control Palestinian lives via checkpoints. The ultimate goal is to prevent Palestinians from uniting in resistance against 76 years of occupation.

Israel's physical segregation tactics include barriers made of metal mesh and reinforced concrete, surveillance cameras, drones, and military towers commanded by the Zionist militia. Added to these physical barriers are facial recognition, cybersurveillance, and other methods of technological control. Palestine is, in essence, a testing ground for the

Israeli military and technological industry—and this is all supported logistically and financially by the Global North. Not only do the world's military dictatorships source weapons and surveillance technology from Israeli companies, but NATO members use them on their own populations. For example, in 2012, the plastic bullets fired by the Sûreté du Québec (SQ), which gouged out the eyes and disfigured student activists, were first tested by repressive Zionist forces.

Through its Innovation Fund, NATO facilitates access to cutting-edge military technologies for the Zionist army. Furthermore, the Fund's slogan, "Investing 1 billion to Secure the future," is reminiscent of a famous white supremacist slogan (the 14 Words<sup>1</sup>). In June 2024, we learned that NATO would support four European companies working in cutting-edge military technologies, like ARX Robotics, which builds unmanned drones, and Fractile, which specializes in chip manufacturing. The Innovation Fund also invests in venture capital funds<sup>2</sup> that specialize in cybersecurity, artificial intelligence, and big data. Together, these investments demonstrate NATO's desire to support advanced technological warfare under the pretext that this form of military action offers the opportunity for precision strikes and is therefore "cleaner" and "more humane." However, since October 7, we have instead seen that AI-powered drones, among the many other forms of military automation deployed by the Zionist army, are killing the Palestinian population in a massive and indiscriminate manner. Advanced military technologies do not halt genocides—they accelerate them.



In October 2023, the Secretary General of NATO clearly showed his support for the Zionist entity by declaring in a press release that "Israel is not alone." In addition to remaining silent about the ongoing genocide in Gaza, NATO is violating its own norms by allowing the assassination of UN employees in Gaza and attacks on the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL). Not only does it support the Zionist entity, but NATO-associated think tanks question the role that NATO could play in the "resolution of the conflict." A NATO Watch briefing published in December 2023 explores the idea of direct NATO military intervention to "stabilize the region" based on "success" of its stabilization missions in Ex-Yugoslavia in the late 1990s. However, these interventions were widely denounced for their direct attacks on places like churches, hospitals, and schools, which are protected by the

### NATO's complicit silence

# Blocking Imperialism is Possible!

History is full of examples of movements that stood up to militarism and imperialism. As early as the 1960s, demonstrations against the Vietnam War mobilized millions of people around the world, denouncing American interference and imperialist massacres. More recently, in 2003, massive demonstrations against the invasion of Iraq brought together people from all walks of life, united against the destructive logic of war and the arms race.

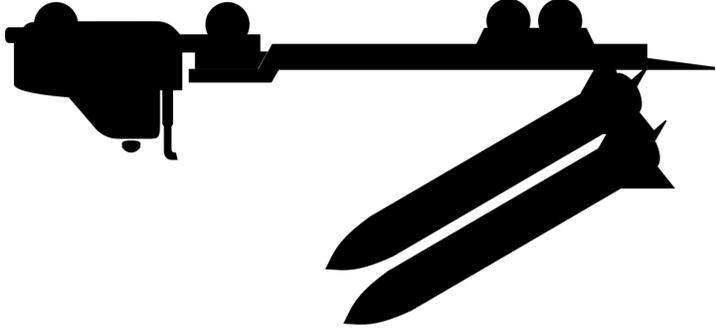
These mobilizations demonstrated that popular resistance can highlight the excesses of governments and their military obsessions. Even today, demonstrations against NATO, arms sales, and the occupation of territories remind us that the power of the street can effectively oppose imperialist policies. Drawing inspiration from these past struggles, it is clear that protest remains a powerful tool for demanding a world where peace and justice take precedence over violence and domination.

In February 2003, 150,000 people took to the streets of Montreal to say no to the war against Iraq. Since then, anti-militarist mobilization has unfortunately waned. However, in 2022, there was a resurgence when a NATO summit was held in Madrid, Spain. Tens of thousands of people demonstrated in Madrid against the backdrop of Russia's invasion of Ukraine.



## Where is the Global South ?

The world's countries exist in a hierarchical relationship. That is to say, the richest countries, notably the seven richest (which make up the G7) – Canada, Germany, the United States, France, Italy, Japan, and the United Kingdom – live at the expense of other countries in the world where wages are much lower and where production has been outsourced over the past fifty years: Asia, Mexico, South America, and Africa. This organization is due, among other things, to strategies of economic, military, and political domination aimed at keeping Global North countries (the G7 and its allies) in dominant positions over the countries of the Global South (Asia, Africa, and South America). This is why most of our products are imported: generally, our wages are too high to be reduced to "dirty work". A glaring example lies in agriculture: more than 50% of our food comes from outside Canada, while 30% of the labor force in agriculture that still takes place here is made up of temporary migrant workers.



The genocide of the Palestinian people has provoked sustained mobilizations combined with a wide variety of tactics. In Melbourne, Australia, on September 11, some 25,000 people demonstrated violently against an arms trade fair. The disgraceful vulgarity of this event, occurring at a time when tensions and conflicts are escalating worldwide and we are witnessing genocide live on air, angered Australians to such an extent that the authorities were caught by surprise. Demonstrators greeted exhibitors by spraying them with red liquid symbolizing the blood their lucrative trade spills everywhere. With fair featuring slogans like "Take your lethality to the next level," there is ample reason to provoke a healthy anger against this trade of war.

The arrival of NATO's annual meeting in Montreal presents yet another opportunity to express our disgust and anger at this alliance, which only amplifies ongoing conflicts while enriching unscrupulous profiteers. Yes, we can demonstrate! Yes, we can still change the course of history!

# What's NATO?



has participated in the Afghanistan occupation that started in 2001 and to the Iraq wars of 1990 and 2003. In two of these three cases, NATO's interventions aimed to maintain governments installed by the United States, either after the removal of Saddam Hussein in 2003 or Mullah Omar in Afghanistan. After long lasting occupations, these countries stayed in a state of complete instability, meanwhile their civil infrastructures are crumbling.

All G7 countries, with the exception of Japan, are NATO members, with Japan holding a MNA status. Several articles in NATO's charter reference directly to the United States as secretary of the treaty. Their decision-making structures have evolved through the years, such as the creation of parliamentary assemblies in 1950, one of which is about to visit Montreal. These parliamentary assemblies are the largest debating space in the NATO system, bringing together 274 delegates from the 32 member countries, along with a few observers. The highest decision-making body remains the North Atlantic Council, composed of the 32 delegates, one per member country.

This military assembly knowingly acts to push interests promoting global north countries domination. The decisions coming from this assembly aims to maintain the impoverishment of global south countries, furthering the accumulation of wealth in the north at the expenses of the poorest states. Much more than a warlike version of the UN, NATO commits to take military action if countries in the Global South seek to free themselves from capitalist constraints.

The North Atlantic Treaty Organization (NATO) is a military alliance between 32 of the world's richest countries aiming to maintain their global hegemony. The key part of NATO's charter is Article 5, which states that an attack on one member country is to be considered as an attack on all member nations. Historically created to respond to the Korean War (1950-1953), the alliance goal is to defend the interests of capitalist countries during the Cold War. However, with the fall of the Soviet bloc in 1989, NATO redefined its mission by granting Major Non-NATO Ally (MNA) status to countries like Israel and South Korea. NATO positions itself to intervene in international conflicts in order to maintain the dominance of the Global North on the world stage. This is achieved by defending countries on the borders of empires that are seen as threatening the interests of Northern countries, such as Russia or North Korea.

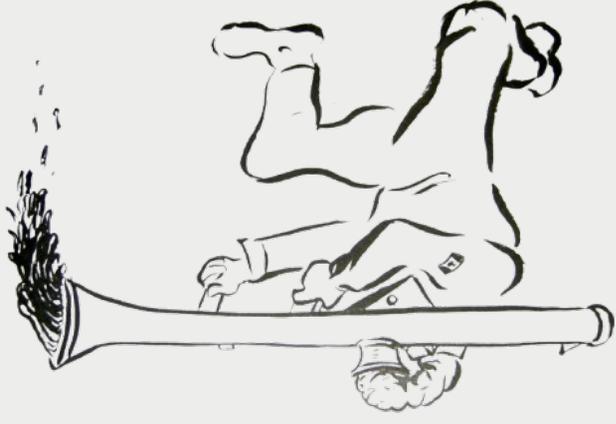
is NATO acting in order to prevent military offensives on third party States, forcing therefore the imperialists states to resolve conflicts without impacting civil populations? It's quite the opposite! Since the ending of the cold war, responding primarily to the United States interests, NATO



## Hard power and soft power: the twin strategies of a terrorist NATO

NATO exerts its influence through two kinds of power: hard power, or direct military intervention like the Kosovo bombardments in 1999, and soft power, strategies aimed at influencing foreign policy through diplomacy, economic sanctions, and the West's cultural omnipresence. No matter how diplomatic it may seem, however, NATO remains a coercive organization because its power rests on the implicit threat of military intervention, largely backed by the infinite military resources of the United States. The soft power of NATO, despite its diplomatic veneer, is thus imbued with military threat.

The Palestinian people, who have suffered Zionist atrocities for over 75 years, have the moral and legal right to defend themselves. In spite of this moral and legal right, however, any attempt at resistance against a key NATO ally like Israel is perceived as a threat to all member countries. Although NATO does not intervene directly in Palestine, it allows Israel to continue its genocidal actions via the tacit support of the Global North, most notably the United States, the main pillar of the Alliance. By tolerating each and every crime against humanity that Israel commits, NATO is issuing a strong message to any other global actor who would dare rise up against Western capitalist interests by making sure to show off what kind of repression they would suffer, up to the complete eradication of a people. By maintaining his power through such a regime of terror, NATO is itself a terrorist organization.



CHAIR À CANNON POUR CROSS À PHYRANCE

# CONTENT

NATO, four letters to bring down

+ About imperialism ..... page 1-2  
 What's NATO?

+ Hard power and soft power: the twin strategies of a terrorist NATO..... page 3  
 Blocking imperialism is possible!

+ Where is the global south? ..... page 4  
 Palestine facing the imperialist West

+ NATO: a bare-faced imperialist machine since the 1990s ..... page 5-6  
 Why blocking NATO?

+ Canada-United-States imperialism  
 + About the war in Ukraine ..... page 7-8  
 WAR IN UKRAINE : THE EMPIRES ARE STILL WITH US..... page 9

Strasbourg : From NATO's Ashes, Everything Becomes Possible  
 + Peace police: who are these parasites? ..... page 10

## About

# IMPERIALISM

imperialism refers to an empire that spreads its control over external territories through political, economic, or military domination. Initially, the Ottoman or Roman empires aimed for direct annexion of territories under the control of the central government, as Russia and Israel are currently doing. However, the U.S and U.K. empires have rather opted for domination strategies that are primarily economic and political both backed with a potential or actual military power. While political conflicts are spreading through the world, imperialist ambitions also grow to the point where the term Imperialism can be linked to the policies of so many countries that it could be seen as an integral component of most states. Indeed, imperialism is the result of states produced and influenced by Big Capital where economic interests demand expansion into territories richer in resources, with weaker environmental protections or with lower wages.

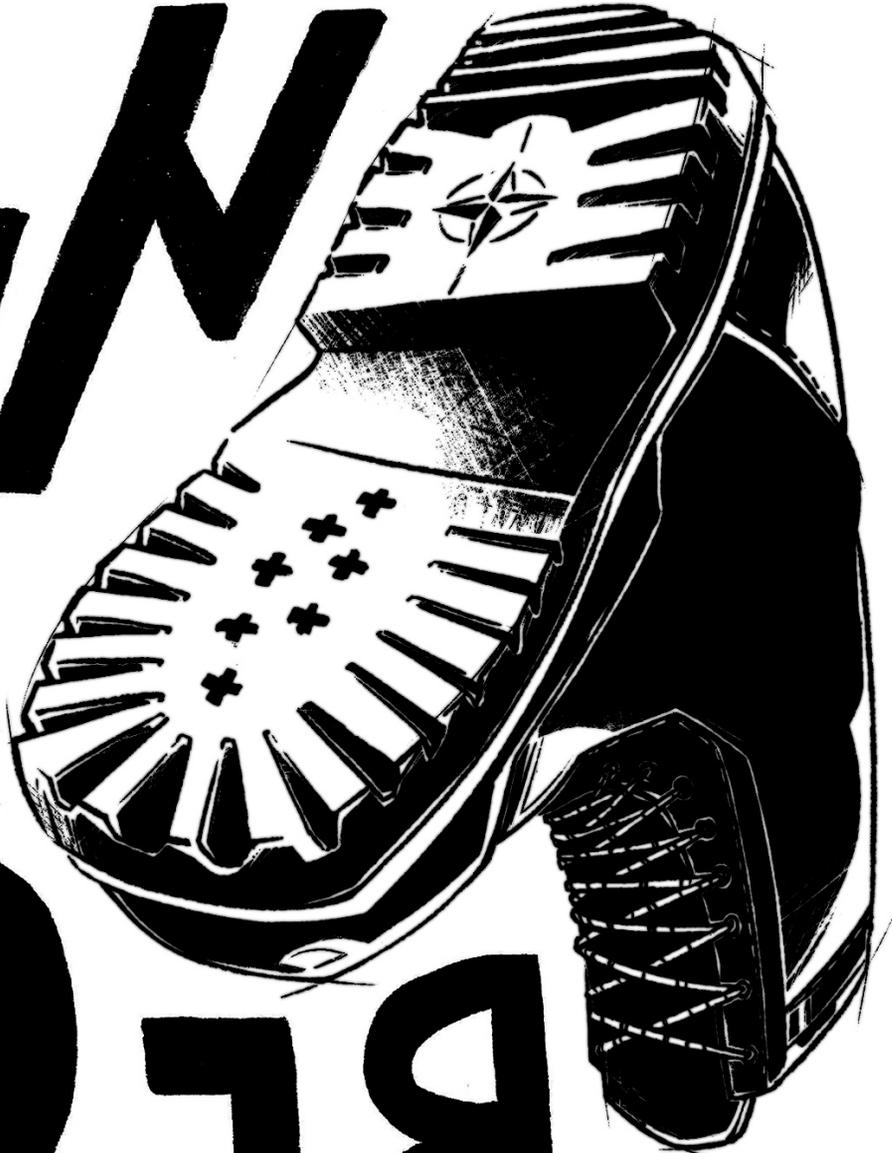


Technicalities

Printed in 5000 copies by unionized workers in Tio'tia:ke (Montréal). Put together by activists from CLAC, Rage Climatique, ORA, IWW, Divest for Palestine and the March 15th collective. Write to us at otan@clac-montreal.net if you want more copies of the newspaper. We wrote this so the world finally resist its oppressors, do whatever you deem necessary with our texts to end capitalism and imperialism: photocopy it, give it, plagiarize it, send it over the Internet or send it via the mail to your families.

**CLAC**  
 CONVERGENCE DES LUTTES ANTICAPITALISTES

FALL 2024



# BLOCK NATO

## NATO, four letters to bring down

From November 22nd to 25th, NATO's parliamentary assembly will be in Montreal for its mortifying circus. From a military alliance during the Cold War, NATO has today become the armed wing of Western countries, imposing its belligerent policies throughout the world. Faced with these war profiteers, it is imperative that we make our voices heard and combat their destructive logic.

The impact of NATO on our policies is huge:

✧ **Increases to military budgets:** This summit comes at a time when NATO is pressuring the Canadian government to increase the share of its GDP devoted to the armed forces to 2%, a 50% increase, while the Canadian government has already increased its military investments by 41% from 2014 to 2021.

✧ **Destruction in the name of United-Statesian imperialism:** Let's not be fooled by the sterile language of Western forces; NATO's interventions, far from being strategic and precise, are rather excessively powerful, disproportionate and imprecise. NATO destroys everything in its path, spreading misery and encouraging the multiplication of armed groups, all to preserve the interests of its member states, principally the United States, pillar of the alliance and giant of the military-industrial complex. This imperialist logic keeps the peoples of the Global South poor and dependent on the Global North.

✧ **Aiding and abetting the Palestinian genocide:** So-called Canada is complicit in the genocide in Palestine by contributing to the supply of weapons, facilitating economic and academic partnerships and, above all,

by its unwavering support for Israel, NATO's central ally. It is through military support for Zionist forces that NATO is able to maintain a strategic foothold in the Middle East, in order to advance the political and economic interests of its members.

Peace will not be won at the point of a gun, but by putting an end to imperialism and capitalism. It is in honor of all the colonized peoples of yesterday, today and tomorrow, here and elsewhere, that we call on your courage and determination to walk the streets with us!

On November 22, let's take it to the streets en masse to make our anger heard! Let's unite to remind States the world over that their hands will always be stained with the blood of the exploited, no matter how much they try to hide it in velvet gloves or laughable summits!

Together, let's block NATO and affirm our rejection of militarism, imperialism and colonialism!

